Contribution thématique, présentée au titre du Groupe Socialiste d'Entreprise EDF - GDF, par Jean- Paul PARMANTIER (75) membre du bureau de la CNE, François CHARITE (68) membre du bureau de la CNE, Jean LIONS (75), Charles WALTHER (67 & CNE), responsable et membres du GSE EDF - GDF.

ELECTRICITE et GAZ : PRESERVER pour RECONSTRUIRE

◆ *Le domaine de l'électricité et du gaz, est aujourd'hui, fortement concerné, dans ses évolutions, par :*

- la montée des risques corrélatifs aux profondes convulsions, qui agitent le monde de l'énergie : faramineuse évolution des prix du pétrole au delà de 60 \$ / baril, évolution préoccupante de la politique énergétique des Etats Unis, gravement affectée par la crise irakienne et par la mémoire de la faillite d'ENRON, incertitude en Russie pour la politique gazière, tensions inquiétantes dans de nombreux pays pétroliers (Nigeria, Venezuela, Iran, ...), conséquence à l'échelon européen du libéralisme britannique exacerbé de Thatcher à Blair, ...
- l'utilisation de la force destructrice de la concurrence contre les opérateurs publics historiques, que les tenants d'une Europe libérale de l'énergie privilégient toujours au profit d'intérêts privés,
- une réduction croissante de l'électricité et du gaz au rang de simples marchandises, notamment à la suite de la création de bourses où se négocient ces énergies ainsi que, depuis peu, les quotas de CO², la spéculation entre ces différents marchés pouvant induire un risque de renchérissement des prix. ... Et, à l'opposé,
- l'impérieuse nécessité de prendre en compte le vote « NON » au référendum, du 29 mai 2005, qui traduit les aspirations des Français pour plus d'égalité et de sécurité et aussi plus de cohésion sociale et territoriale, de développement économique, ... faisant ainsi jouer à l'électricité et au gaz un rôle central au cœur d'un pacte républicain, qui lie les politiques énergétique, environnementale et industrielle aux exigences d'un service public de qualité (moins de coupures pour les pauvres, moins de désertification de zones rurales par la fermeture des points d'accueil, plus de baisses tarifaires, ...).

◆ *Depuis 1946, patiemment, ont été constitués :*

- une organisation du système électrique et gazier, fondée principalement sur deux EPIC (Etablissement Public Industriel et Commercial), reconnue par tous comme performante, qui a joué un rôle d'amortisseur lors des chocs pétroliers en prouvant sa capacité à diversifier les sources d'approvisionnements et à engager une politique énergétique et industrielle audacieuse,

- une proximité dans la distribution de ces deux énergies (la mixité), qui a maintenu le gaz dans la sphère du service public en le soustrayant, autant que faire se peut, aux intérêts de l'oligopole (privé) pétrolier,
- un mode de régulation conduisant à une mise en œuvre du service public, fondée sur un retour vers les clients, l'Etat et les collectivités locales des rentes et gains de productivité sous forme de baisses de tarif, de péréquation tarifaire géographique, de prise en compte des objectifs de cohésion sociale et territoriale, ...

◆ *Sur un sujet aussi essentiel au bien-être des Français, à la performance de l'économie française, au développement des territoires, à la politique industrielle et à l'environnement, une Droite revancharde entend, aujourd'hui, imposer un équilibre réactionnaire, qui porte, en lui-même, les prémices de la disparition à terme du service public de l'électricité et du gaz.*

La loi Sarkozy, du 9 août 2004, apporte les bases juridiques aux bouleversements envisagés, notamment en rendant possible la privatisation d'EDF et Gaz de France, transformées d'EPIC en sociétés anonymes. La tactique est ici de chercher à créer le *maximum d'irréversibilités, au limite de l'irréversible*. La décision du gouvernement Villepin de lancer le processus de privatisation de Gaz de France le 23 juin 2005, moins d'un mois après le vote « non » au référendum sur le traité européen, fournit une illustration de cette méthode. La publication, au Journal Officiel du 8 juillet 2005, en pleine période de vacances, du décret autorisant la mise en Bourse d'EDF, constitue une accélération de ce processus, lourd de menaces.

Ce faisant, *la Droite organise la rupture du pacte républicain, qui garantissait, tout à la fois, l'unité de la Nation sur un sujet essentiel, l'engagement sans faille des personnels dans leur mission et la confiance des Français* ; elle rejette, aussi, la gestion des risques autrefois assumée par les deux entreprises, EDF et Gaz de France, dans le cadre de leur mission de service public, vers les clients, l'Etat, les collectivités locales et les personnels (cf. charges de retraite, ...) ; elle fait d'EDF et de Gaz de France des « entreprises comme les autres » quant à leur mode de gestion ou à leur soumission aux intérêts particuliers de leurs actionnaires privés.

Cette politique de rupture s'accompagne, à l'échelon européen, de la volonté de faire prévaloir un mode de régulation par l'introduction de toujours plus de concurrence, qui montre son incapacité à faire baisser les prix, c'est à dire ce pour quoi, pourtant, il avait été censé devoir être mis en place (Les prix de gros de l'électricité ont, ainsi, doublé en trois ans, avec des pertes de compétitivité pour l'industrie française et des conséquences sur les délocalisations). L'ouverture du marché à la concurrence pour les clients particuliers n'en demeure pas moins prévue pour le 1^{er} juillet 2007. Si cela devait se produire, c'est tout le service public de l'électricité et du gaz qui s'en trouverait déstabilisé, notamment à travers la très grande difficulté à mener une politique tarifaire, qui resterait fondée sur un principe de péréquation.

◆ *Face à cette offensive de la Droite, nous demandons que la réaction des Socialistes s'organise afin de reconstruire, à l'horizon de 2007, un nouvel équilibre pour le service public de l'électricité et du gaz, qu'il est indispensable de préserver d'ici-là.*

- D'ici à 2007, il importe que les Socialistes trouvent, avec les autres forces de Gauche et les organisations syndicales, les *moyens d'une résistance* afin de préserver tout ce qui peut l'être. Le mot d'ordre doit être « ARRETER LA CASSE ».

En particulier, cette position doit pouvoir trouver deux débouchés concrets dans l'action , à l'échelon européen:

- obtenir un ***abandon de l'ouverture à la concurrence, pour les particuliers***, des marchés de l'électricité et du gaz,
 - poser un diagnostic (en contre-point de l'enquête, qui vient d'être lancée par la Commission européenne sur les entraves à la concurrence) en matière de politique énergétique et industrielle, de service public et d'environnement. Ce diagnostic doit déboucher sur une *re-formulation des orientations*, retenues pour le futur, face à des scénarios de crise pétrolière profonde et/ou de fortes difficultés à tenir les engagements du protocole de Kyoto.
- En 2007 et au delà, dans la perspective d'un retour de la Gauche au pouvoir, il importe que les Socialistes s'engagent, après en avoir débattu avec leurs partenaires, à revenir sur tout ce qui aura été défait par la Droite, pour reconstruire un *nouvel équilibre* conforme à l'intérêt général. Le mot d'ordre pourrait être « RECONSTRUIRE DANS LE SENS DE L'INTERET GENERAL TOUT CE QUI AURA ETE DEFAIT AU PROFIT D'INTERETS PRIVES ».

Cette position doit déboucher sur les engagements concrets suivants :

- soumettre le système électrique et gazier aux règles d'une ***gestion publique***, conforme à l'intérêt général,
- ***revenir, par la loi, à une propriété publique, sous forme d'établissements publics, d'EDF et Gaz de France***. Il existe, ici, des solutions qu'il conviendra d'adapter en fonction de l'état des deux entreprises en 2007.

Nous demandons que le Parti Socialiste soit porteur, auprès des Français, d'un projet de **pôle « 100 % public » de l'électricité et du gaz**, constitué d'EDF et Gaz de France, établissements publics, assurant entre eux des coopérations fortes, pouvant aller jusqu'à la fusion.

Quatre objectifs devraient être assignés à ce pôle « 100 % public » :

- sécuriser l'approvisionnement énergétique sur le long terme,
- exercer un service public de qualité, en mettant l'électricité et le gaz à disposition de tous, dans le respect du principe d'égalité et dans le cadre d'un maillage territorial adéquat, tout en maintenant des tarifs, fondés sur les coûts, aux niveaux les plus bas,
- assurer un haut niveau de garantie sociale,
- maîtriser les technologies du futur, dans le respect de l'environnement.

Dès lors que l'essentiel aura été préservé, c'est par cette action qu'un service public de qualité pourra être reconstruit autour d'un système électrique et gazier, au service de tous, dans l'intérêt général.